



Des instruments publics à l'appui de la restructuration en Europe

Synthèse

Introduction

Le rapport de 2011 de l'European Restructuring Monitor (ERM) établit une base de données sur les mesures de soutien élaborées en collaboration avec les partenaires publics et sociaux en vue d'anticiper et de gérer la restructuration dans l'UE27 et en Norvège. S'il est vrai que la restructuration des ressources humaines et économiques aux fins d'activités plus productives et plus rentables est essentielle au dynamisme de l'économie européenne, elle peut avoir des répercussions négatives sur les travailleurs. Il est donc vital que les institutions et politiques non seulement facilitent la mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires mais cherchent également à atténuer les effets négatifs que les ajustements du marché du travail qui s'ensuivent peuvent avoir tant sur les entreprises que sur les travailleurs. Il existe à cette fin toute une panoplie d'instruments susceptibles d'être utilisés pour la restructuration. Ils doivent permettre à la fois d'anticiper et de gérer le changement, de répondre aux besoins tant des travailleurs que des employeurs et d'associer des éléments de la quasi-totalité de la sphère politique socio-économique.

Contexte politique

La Commission européenne, les partenaires sociaux européens et l'Organisation internationale du travail, entre autres, ont réalisé de nombreuses études et analyses politiques sur ce sujet. Il en est résulté quantités d'études de cas, d'exemples de bonnes pratiques et de rapports stratégiques, dont beaucoup ont été présentés lors d'ateliers et de séminaires organisés à travers l'Europe. Les résultats de ces travaux alimentent dans une large mesure la base de données ERM. La valeur ajoutée de cette initiative réside en ce qu'elle systématise et classe ces divers instruments et les présente sous un format

logique et accessible qui permettra à divers acteurs politiques d'examiner la multitude d'instruments politiques d'un point de vue cohérent et comparatif.

Principales conclusions

Le personnel d'Eurofound a, à l'aide de diverses sources - personnelles ou autres - et sur la base de recherches documentaires (examen de la littérature et de la documentation, recherche dans les bases de données et sur l'internet, participation à des séminaires, des conférences, des ateliers, etc.) identifié, compilé et classifié près de 400 instruments de restructuration pertinents entre le printemps 2009 et le printemps 2011. Ces instruments ont ensuite été validés comme étant actuellement en usage au sein du réseau des observatoires européens d'Eurofound fin 2010 et début 2011. Les réglementations législatives relatives aux procédures de licenciement, aux indemnités de licenciement ou autres questions similaires ne seront pas incluses dans l'actuelle base de données sur les instruments de soutien, mais il est envisagé de les collecter et de les compiler à un stade ultérieur. La base de données n'est pas non plus conçue pour fournir une liste exhaustive des différentes mesures disponibles. Elle sera toutefois mise à jour à mesure que de nouvelles informations sont disponibles. Elle peut être considérée comme une banque d'idées pour les décideurs publics et privés confrontés au problème de la restructuration. Un autre problème découle du fait qu'en raison des limitations méthodologiques, l'accent est davantage placé sur les instruments nationaux (plutôt que sur les mesures régionales et locales, bien que certaines d'entre elles soient incluses) et sur les grands programmes, complétés par des approches jugées particulièrement innovantes ou atypiques.

Tout comme les précédents rapports de l'ERM, ce rapport offre également un aperçu des activités de restructuration menées dans l'Union européenne. Au cours des dix-huit mois qui ont séparé le premier trimestre de 2010 du deuxième trimestre de 2011, des informations sur plus de 1 800 cas de restructuration de grande envergure ont été enregistrées. Les suppressions de postes annoncées n'ont cessé de dépasser le nombre d'emplois créés au cours de chaque trimestre – une tendance entamée au premier trimestre 2008 – bien que les niveaux de restructuration soient nettement inférieurs à ceux des trimestres de la fin 2008 et du début 2009, au plus fort de la crise. Au niveau sectoriel, l'évolution la plus notable a trait à l'accroissement sensible du nombre de suppressions d'emploi annoncées dans l'administration publique, qui, avec près d'un tiers des postes touchés, a remplacé l'industrie en tant que grand secteur unique le plus affecté par les suppressions de postes liées à la restructuration au cours de la période 2010-2011. Il en est résulté une réduction des dépenses publiques et l'adoption de mesures d'austérité générales. Les gouvernements des États membres ont mis tout en œuvre pour redresser leurs bilans à la suite des interventions extraordinaires de 2008-2009 menées pour sauver le système bancaire/financier ainsi que des ravages causés par la récession qui s'en est suivie.

Bien que cet événement semble avoir eu un impact sur l'emploi dans l'administration centrale et locale – notamment dans certains des pays les plus affectés par la récession tels que la Lettonie, mais également dans des États membres plus grands comme le Royaume-Uni et la France –, d'autres secteurs en majeure partie financés par l'État, dont les secteurs de la santé et de l'enseignement, ont continué à recruter tant pendant qu'après la récession de 2008-2009. Selon les données extraites de l'enquête sur les forces de travail (EFT) de l'UE, près de 1,5 million de nouveaux postes nets ont été créés (+7%) dans le secteur de la santé de l'UE27 entre le premier trimestre de 2008 et le premier trimestre de 2011.

Les suppressions d'emplois durant la récession étaient concentrées dans les secteurs de l'industrie et

de la construction, mais certains signes tendent à indiquer un redressement dans certains sous-secteurs de l'industrie au cours de l'année jusqu'à la mi-2011. Les sous-secteurs de la haute technologie tels que les équipements automobiles/transport, l'informatique/électronique et les équipements électriques, de même que l'industrie alimentaire, ont récupéré une partie de leurs emplois perdus lors de la récession. Les suppressions d'emploi se sont toutefois poursuivies dans le secteur de la construction, le taux d'emploi ayant baissé de plus de 2% au cours des douze derniers mois, le faible redressement n'ayant pas été suffisant pour relancer ce secteur sensible à la conjoncture.

Les performances du marché du travail étaient très variables selon les pays au cours de l'année écoulée. Certains des États membres les plus affectés durant la récession ont montré des signes encourageants de reprise. Toutes les républiques baltes ont enregistré une hausse de leur taux d'emploi, avec un accroissement de plus de 5% en Estonie. Pareillement, au sortir de la récession, il s'est avéré que les marchés du travail d'un «noyau» nord-européen constitué de l'Allemagne, de la Pologne et de la Suède et de pays voisins avaient été relativement peu affectés par la crise. En revanche, la crise de la dette souveraine de certains États membres de la zone euro a clairement affecté les marchés du travail grec, irlandais et espagnol, qui ont enregistré de nouvelles baisses du taux d'emploi. La Slovénie et la Bulgarie se sont également trouvées à la traîne dans un marché du travail européen à deux vitesses.

En résumé, s'agissant de l'issue de la crise dans les deux camps du marché du travail européen à deux vitesses, une croissance de l'emploi d'un peu plus de 1,3 million d'emplois dans l'UE27 entre le premier trimestre 2010 et 2011 est à peine mieux qu'une reprise sans hausse de l'emploi, au vu des cinq millions de postes supprimés au cours des deux années précédentes. Et il y a tout lieu de se montrer prudent dans les perspectives d'emploi en Europe pour les douze prochains mois.

Informations complémentaires

Le rapport «*Public instruments to support restructuring in Europe*» (Des instruments publics à l'appui de la restructuration en Europe) est publié à cette adresse: <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef1165.htm>

La base de données des instruments de soutien est consultable à cette adresse: <http://www.eurofound.europa.eu/emcc/erm/supportinstruments/>

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Irene Mandl, directrice de recherche, ima@eurofound.europa.eu